

Essai de glossaire néo-libéral

Voici la sixième édition de ce glossaire, enrichie de nouvelles contributions (comme celles de Paul Laurendeau et Mathieu Gauthier, du Canada, de Bernard Berthelot, de Saint-Quentin, dans l'Aisne, de Christian Paroissin, de Paris, de David Krieff, de New York, de Robert Libiszewski (que j'invite à me préciser le sens de Performance), de Maisons-Lafitte, et d'un lecteur – auteur de Rebondir – dont j'ai malheureusement perdu le nom et que j'invite à me recontacter). Je vous signale aussi la nouvelle adresse électronique de Gérard Leduc, à l'origine de cette initiative : yg.leduc@wanadoo.fr Pour rendre le texte plus visible, j'en ai aussi changé le titre.

Le glossaire ci-après, avec l'introduction de Gérard Leduc (Ami du Diplo de Tours), constitue un travail de fond des Amis du Diplo de Tours. L'idée qui a présidé à sa naissance est que le maître des mots est maître des idées et celui-ci maître des esprits. En ce sens, il se situe dans le droit fil des préoccupations du Diplo, qui avait établi, il y a plusieurs années, que le communisme (entendu au sens courant) avait perdu la bataille des mots – donc la bataille des idées – bien avant de s'écrouler, à Berlin, le 9 novembre 1989. Ce glossaire est destiné à s'enrichir au fil des séances, au gré de l'imagination de chacun de nous. Il a pour dessein d'inciter le lecteur à débusquer, derrière des termes innocents, les perversions du langage provoquées par la doxa néo-libérale. Il s'agit donc, en décapant chaque mot, de repousser l'emprise du vocabulaire des nouveaux chiens de garde. Il n'est pas nécessaire d'éliminer les mots en question, il suffit de supprimer leur halo. Je m'explique : chaque mot ne se termine pas lorsqu'on a fini de l'énoncer. Le sens qu'il porte, comme la couleur d'un objet, irradie les termes environnants (ex. : le bleu ou le rouge n'apparaissent pas semblables selon qu'ils reposent sur une surface jaune, blanche ou noire). Il en est ainsi des mots qui, judicieusement disposés dans un discours, «colorent» ce discours d'une façon particulière. Leur influence est d'autant plus grande – et plus pernicieuse – qu'il s'agit de mots a priori «neutres». Si nous les identifions, non seulement nous supprimons leur halo mais nous en éliminons l'influence, puisque leur force est précisément d'être invisibles. C'est le «test de Dracula» : exposés à la lumière, ils meurent.

Albanais : modèle social paranoïaque, autarcique et bunkérisé de feu Enver Hodja auquel les zozos altermondialistes veulent délibérément ramener notre pays alors que celui-ci doit s'engager plus que jamais sur la voie de la repentance et du rattrapage économique par le truchement de sa douloureuse mais nécessaire modernisation. (Définition aimablement proposée par Jean-Luc Perrin).

Archaïque (archaïsme) : traction hippomobile, lampe à pétrole, moulin à eau, impôt, salaire minimum, congés payés, grève, conventions collectives, retraite par répartition, refus de la Bourse. Les Français, non contents de garder leurs habitudes archaïques, s'y vautrent. Ainsi en est-il de leur regrettable réticence à l'égard de la Bourse, de leur attachement lamentable à des pratiques incompréhensibles, telle la réduction du temps de travail, que les pays étrangers (voir ce nom) considèrent avec la condescendance qui sied à ce genre de fantaisie. Superlatif : paléolithique (voir ce mot).

Autre (mondialisation) : adjectif commode quand on le rapporte à certains noms, qui permet de concilier sans frais acquiescement et refus. C'est le pendant d'un célèbre « oui, mais », une sorte de « non, mais », l'amorce d'une trahison. Ainsi dira-t-on « une autre mondialisation » pour exprimer un refus de la « mondialisation néo-libérale ». Mais, qu'est-ce que la mondialisation, sinon la mise en coupe réglée de la planète par les puissances financières, sous l'égide des intérêts américains ? Il n'y en a pas d'autre que celle-là. Le mot « mondialisation » n'est qu'un euphémisme pour ce que l'on appelait il n'y a guère « l'impérialisme américain ». Qui, décemment, pour dénoncer cet impérialisme-là, en demanderait un autre ? Bien sûr, « si tous les gars du monde voulaient se donner la main... tout autour de la terre... » il en irait peut-être autrement, mais il faudrait être bien naïf pour voir dans cette image poétique une figure possible de la mondialisation. Se dire partisan d'une autre mondialisation, fût-elle « citoyenne », c'est sauter le pas, c'est franchir le Rubicon, c'est faire la concession mortelle. Si les adeptes du libéralisme peuvent se permettre de faire des concessions, c'est parce qu'ils sont en position de force et que le libéralisme est l'idéologie dominante. Nous ne pouvons nous permettre ce luxe. Il faut, si nous voulons redonner un sens aux mots, et une pertinence aux idées, mettre un terme à ces formules euphémiques qui sont autant de compromissions, quand elles ne relèvent pas de la pure et simple hypocrisie. Il n'y a qu'une seule manière aujourd'hui de s'opposer à la mondialisation, c'est d'être résolument anti-mondialiste. [définition aimablement proposée par Bernard Berthelot, professeur de philosophie].

Best off : terme passé de mode, les gens "in" à Bostonne utilisent désormais "florilège" (prononcer flau-ri-ledge en articulant longuement la première syllabe) – origine inconnue ; néanmoins, au regard de la prononciation, ne peut relever que de l'inventivité proverbiale de ce monde anglo-saxon à qui nous devons tant et qui à la chance insigne de se conjuguer avec la liberté. (Définition aimablement proposée par Jean-Luc Perrin).

Chances (égalité des) : Égalité des chances : notion qui donne toute sa légitimité à la question : "Si les pauvres se plaignent de leur état; sont-ils fondés à le faire ?". Concept modernisé, l'égalité des chances permet au Chroniqueur économiquement correct d'invoquer les spectres de l'égalité, de la justice et de la morale afin de pourfendre tout archaïsme (voir ce mot). L'égalité des chances légitime la raison du plus fort, et consiste, dans la bouche du Chroniqueur, à souhaiter que tous les êtres humains-gladiateurs soient jetés dans l'arène du marché équipés des mêmes armes. Les faibles mourront, certes, mais ce sera uniquement de leur faute. Ainsi, l'égalité des chances devenue réalité, il est indécent de remettre en cause la fortune immense de Tiger Wood, champion du monde de golf, parce que "nous aurions tous pu devenir champion du monde de golf". Grâce à la modernisation d'un concept extrait des strates les plus anciennes du paléolithique (voir ce mot), il est désormais possible de rejeter toute critique d'un système fondé sur une notion aussi juste, morale et égalitaire [définition aimablement proposée par David Krieff, résidant à New York].

Chine : pays toujours dictatorial dont naguère il était de bon ton, dans un autre millénaire, de stigmatiser l'absence de libertés. Il est en effet réputé s'être désormais libéralisé - et dès lors devient nettement plus fréquentable - à partir du moment où les mots d'ordres furent progressivement remplacés par les donneurs d'ordres. Le centre de l'impérialisme est dorénavant concurrencé par l'empire du milieu. (Définition aimablement proposée par Jean-Luc Perrin).

Communauté internationale : toujours associée à empêcheurs de danser en rond (tels Saddam Hussein, Slobodan Milosevic, Fidel Castro). Contre ceux-ci (qui la défient), la Communauté internationale s'indigne, se mobilise, etc. La Communauté internationale représente les gouvernements du monde et leurs opinions publiques, à condition d'en ôter... l'Afrique, les pays musulmans, l'Inde, l'Indochine et l'Insulinde, la Chine, l'Amérique latine, l'ancienne U.R.S.S. Restent les pays anglophones et germanophones, le Japon, plus, sur des strapontins, quelques pays méditerranéens (avec un strapontin plus grand pour la France). S'agit-il de toute la population de ces pays ? Pas davantage. La communauté internationale, c'est l'opinion publique façonnée par les grands médias. Que reste-t-il comme précipité au fond de la cornue à l'issue de ces distillations (en France, par exemple) ? Deux chaînes de télévision, plus trois stations de radio, plus Le Monde, Le Figaro, Libération, L'Express, Le Point, Le Nouvel Observateur. Autre synonyme : pays étrangers.

Conservatisme : respect exagéré d'institutions absurdes, périmées, inefficaces et injustes. Parmi elles, S.M.I.C., retraites, congés payés, Sécurité Sociale, Code du Travail. Ce conservatisme nuit aux deux extrémités de l'échelle sociale : aux pauvres, auxquels il interdit de travailler pour un salaire de misère et aux investisseurs (voir ce mot), qu'il décourage d'investir dans des pays abritant des institutions aussi obsolètes. Ce conservatisme prend aussi le nom de lourdeur (en général associée à bureaucratique), de rigidité (associé à culturelle), de corporatisme (associé à syndical), de crispation (associée à d'un autre âge).

Consommateur : une des espèces sous lesquelles se présente l'être humain. Le consommateur est un être humain pourvu d'un organe nommé porte-monnaie. Le porte-monnaie contient un liquide appelé argent, avec lequel le consommateur nourrit sa femelle et sa progéniture. Tous les êtres humains n'ont pas un organe de la même grosseur, certains en ont un tout petit ou en sont dépourvus : on les appelle pauvres. Lorsque l'organe est gros, l'être humain s'appelle riche. Le jeu favori du consommateur est d'aller dans une grande tanière appelée magasin, où, contre son liquide, il troque des objets dont il bourre sa petite tanière. Comme le consommateur adore bourrer sa petite tanière, il ne devrait bientôt plus y avoir de place, pour lui, sa femelle et sa progéniture. Heureusement, le consommateur ne garde pas ces objets : il les casse, les brûle, les réduit en miettes, en eaux grasses, en gaz nauséabonds et nocifs, en bouillie ou en déjections, bref en immondices. On dit alors qu'il consomme.

Contribuable : dans d'autres langues équivalent de bagnard, supplicié, martyr. Dans la galère de l'Etat, le contribuable est à la chiourme, le percepteur sur le pont avec un fouet. A la proue et à la poupe, se prélassent des sybarites, nommés fonctionnaires. Voir aussi impôt, obligatoire, volontaire.

Courage : vertu nécessaire pour s'attaquer aux classes pauvres ou moyennes qui, nul ne l'ignore, sont assistées, profiteuses, nanties et, surtout, privilégiées. A l'inverse, l'attaque des riches n'est pas courageuse mais doctrinaire, idéologique, irréaliste, suicidaire (pour certains de ces mots, voir plus loin).

Daboliou : prononciation française de la lettre «W», ce W étant la lettre initiale du second prénom [Walker] de l'actuel président des Etats-Unis, George Bush. Cette façon de nommer un étranger est ridicule et obséquieuse. Elle est ridicule :

Parce que la prononciation texane est assez loin de ce qu'on entend en France,

Parce que Walker est incontestablement plus court que Daboliou – avantage décisif dans un pays où, plus qu'ailleurs, time is money !

Parce que, pour des non-initiés, la sonorité évoque, avec une terminaison en «ou», un nom grec, avec une terminaison en «oux», un nom auvergnat, alors qu'il est notoire que les Bush ne sont originaires ni de Corfou ni de Saint-Flour,

Parce que la précision est superflue, le fils ne risquant pas d'être confondu avec le père,

Parce que, en France, dans 99 % des cas, les présidents américains n'ont été cités qu'avec leur premier prénom (Harry Truman, Dwight Eisenhower, John Kennedy, Lyndon Johnson, Ronald Reagan, etc.) sans que cela ait nui à leur identification. Qui, d'ailleurs, se souvient que Nixon portait le prénom de Milhous, déformation de l'allemand Mühlhausen ?

Il n'y aurait aucun inconvénient à dire George Bush père et George Bush fils, à l'instar des Dumas (la sympathie en moins), ou, si l'on a des lettres, George Bush l'Ancien et George Bush le Jeune, à l'instar des Breughel (le talent en moins). Mais, surtout, cette manière de faire est obséquieuse (certains, comme le Chroniqueur économiquement correct, en arrivent à ne plus dire George - prononcé Djordje - ni même Bush, se contentant de Daboliou !). Dans cet empressement à apporter sa pipe et ses pantoufles à un maître qui n'en demande pas tant, qui n'aurait envie d'ordonner : « Couché ! A ta niche ! » ?.

Dégraissage, dégraisser : au sens propre, enlever la graisse. Le terme graisse, appliqué à l'être humain, a une connotation péjorative. Il évoque des sujets éloignés des canons de la beauté, soit pour des raisons génétiques, soit pour des raisons morales. La plupart des expressions (faire de la mauvaise graisse, crever de graisse, graisser la patte) sont des expressions péjoratives. Depuis 1974, date de la crise pétrolière – et de la crise tout court – le mot s'emploie pour «effectuer des économies», en taillant dans les effectifs d'une entreprise, les salariés de celle-ci étant substantivés en graisse, donc en matière superflue, laide, inutile, néfaste. Il faut bien se représenter ceci : l'être humain est ravalé au rang de la matière. C'est l'essence du racisme, qui noie le sujet dans la masse indistincte de son «espèce». Conseil pratique : conserver bien au chaud, dans le creux de sa main, une gifle pour ceux qui profèrent cette insanité.

Dividendes : petits êtres adipeux (si petits, d'ailleurs, qu'ils ne vivent qu'en bandes, comme les civelles), à destination alimentaire, qui s'absorbent non par voie buccale mais par contact manuel (on ne les mange pas, on les touche). Les dividendes, à haute teneur calorique, se rencontrent en grand nombre dans le porte-monnaie des riches (voir article consommateur). Les riches touchent si souvent des dividendes qu'ils en deviennent obèses. Dans le langage des riches, un obèse s'appelle millionnaire. Certains obèses atteignent une taille encore plus monstrueuse que les obèses ordinaires : leur maladie les fait passer dans la catégorie des milliardaires.

Dogme : point de doctrine établi ou regardé comme une vérité. Employé péjorativement pour opinion imposée comme une vérité indiscutable (Le Robert historique). Dans la bouche du Chroniqueur économiquement correct, désigne la retraite à 60 ans, le S.M.I.C, les conventions collectives. Synonymes : idéologies (au pluriel), politiquement correct, théologie, théologique (voir ces mots)

Dopage : le terme de dopage revient souvent, avec une connotation positive, dans le discours du Chroniqueur économiquement correct (les marchés dopés par l'Internet, les entreprises dopées par les commandes d'ordinateurs, les économies émergentes dopées par les importations occidentales, les entreprises américaines dopées par les fonds de pension, etc.). Or, le dopage a donné – et donne encore – lieu à des procès contre les athlètes coupables (et victimes) de ces pratiques. On a découvert les effets ravageurs de ces substances sur les sportifs de haut niveau (notamment de l'ex-R.D.A.), et, actuellement, le terme dopage possède une connotation négative. Or, il y a plus qu'une métaphore dans ce passage du propre au figuré. Dans les deux cas, on injecte là un liquide, ici du liquide. Dans les deux cas, l'effet se traduit par un coup de fouet, une accélération brusque et violente (ici du corps, là de l'économie). Dans les deux cas encore, la conséquence ultime est une dégradation irréversible de l'organisme soumis à ce traitement (le corps ou l'entreprise). Dans les deux cas enfin, l'organisme qui a cessé d'être utile (l'athlète âgé ou la technologie obsolète), est abandonné pantelant. On repensera ici au roman Des fleurs pour

Algernon. Ce dopage représente une des modalités de l'usage de la vitesse (voir ce mot), un des concepts qui sous-tendent la pensée néo-libérale.

Egalitarisme : doctrine visant l'égalité par nivellement des couches les plus favorisées. Ce terme, à connotation péjorative, exclusivement utilisé par la droite pour déconsidérer la gauche, est révélateur à nombre de titres. Il est révélateur en ce que le locuteur se place non du côté de celui qui veut s'élever, mais de celui qui craint qu'on l'abaisse. Il est révélateur en ce qu'au lieu de penser au nécessaire dont est privé celui qui aspire à l'égalité (toit, santé, éducation, retraite), ce même locuteur appréhende pour le superflu (golf, véhicule 4x4, caviar, Seychelles) dont il s'imagine qu'on va le priver. Il est révélateur en ce qu'il établit un lien – alors qu'on ne le lui demande même pas ! - entre la richesse des uns et la pauvreté des autres. Il est révélateur en ce qu'il lui apparaît moralement nécessaire que certains soient récompensés dans l'exacte mesure où d'autres sont punis. Celui qui prononce le mot égalitarisme pense : « C'est bien beau d'être heureux, encore faut-il que les autres ne le soient pas ».

Elève (bon, mauvais) : (sous-entendu de l'Europe, du F.M.I., de la Banque Mondiale, de l'O.C.D.E.). Comme à l'école, le bon élève ne se distingue pas par ses facultés intellectuelles, mais par ses résultats et sa capacité à intérioriser les normes. Jeune, le bon élève apprend ses leçons, soigne ses devoirs ; adulte, le bon élève privatise, dérègle, baisse les impôts. Le bon élève, qui sourit aux citations latines du professeur prépare le souple énarque, qui comprend à demi-mot les allusions du président de la multinationale et les traduit dans un projet de loi sans faiblesse. Un peu de servilité ne messied pas au bon élève : "Chef, chef, je peux tutoyer votre chien ?".

Email : recouvre les dents, les lavabos et les écrans. Pour désigner le dernier usage précité, l'ultime carré des contempteurs de la langue de Molière préfèrent utiliser le terme "courriel" et courir le risque de ne pas être compris par leurs enfants mais par leurs seuls cousins québécois. (Définition aimablement proposée par Jean-Luc Perrin).

Ethiques, (fonds) appât pour promouvoir les placements boursiers, et, surtout, les fonds de pension (voir ce mot). De quoi s'agit-il ? Pour faire accepter aux Français englués dans leur archaïsme les fonds de pension salvateurs, on enveloppe ceux-ci sous un emballage seyant. Le raisonnement est le suivant : « Vos cotisations de retraite, versées dans des fonds de pension, sont placées en Bourse. Là, elles sont investies dans des entreprises respectant l'environnement, les lois du pays, les normes sociales et la morale (pas d'argent pour les fabricants de mines antipersonnel). Tout est alors pour le mieux dans le meilleur des mondes (boursiers) possibles, et, grâce au capitalisme, les ouvriers sont maîtres des entreprises. C'est le socialisme du Marx à la corbeille, pour reprendre un titre de Philippe Manière, chroniqueur néo-libéral du Point. Inutile de préciser que des fonds soumis à autant de contraintes sont d'un faible rapport ! (qu'on se rassure : leurs promoteurs sont déjà équipés des raisonnements qui leur permettront de tourner ces vertueux principes). En fait, leur but réel est de subvertir la démocratie, de retourner au suffrage censitaire, où l'individu n'a de droits qu'en tant que possédant. Les capitalistes sont certes supprimés, mais comme dans la célèbre anecdote où un ethnologue demande s'il n'y a plus d'anthropophages dans la tribu qu'il vient de découvrir, et à qui on répond : « Non, on a mangé le dernier à midi ».

Etrangers (pays): les mêmes que l'on trouve dans la Communauté internationale. Les pays étrangers n'ont pas de prélèvements obligatoires, pas de Sécurité sociale (ou très peu), une administration respectueuse envers les riches, beaucoup d'actionnaires. Les pays étrangers sont donnés en exemple de dynamisme, de modernité (voir ce mot).

Evolution : succédané du mot "Progrès", qui a pris un coup de vieux depuis qu'il s'est compromis dans des aventures douteuses (Hiroshima ou Tchernobyl, par exemple). « L'Evolution » est donc au "Progrès" ce que les œufs de lump sont au caviar : moins somptueux, mais moins ostentatoires et moins compromettants. Le mot "Evolution" ne présente que des avantages. Comme le mot "Progrès", il prend une majuscule, mais il peut de plus se prévaloir d'une caution scientifique incontestable : le darwinisme. Contester les vertus du libéralisme ou la nécessité de la mondialisation, c'est mettre en cause les lois sacrées de l'Evolution ; c'est offenser à la fois Darwin et la Science, l'Homme et la modernité. Peut-on imaginer un archaïsme plus désolant ? Qu'on se le dise : le Progrès est mort, vive l'Evolution. Mais à y bien penser, cette Evolution, n'est-ce pas la version modernisée du "Sens de l'Histoire" dont on nous parlait autrefois ? Ah mais ! Gardons-nous d'exhumer des concepts défunts, comme les idéologies qui les ont nourris. Ce n'était pas le "libéralisme", on s'en souvient, qui allait dans le sens de l'Histoire, mais la "société sans classes". On comprend pourquoi il a fallu décréter la "fin de l'histoire". L'Evolution, au moins, c'est naturel, comme les lois de l'économie. Qui osera donc discuter la Nature, Dieu, le Marché ? [définition aimablement proposée par Bernard Berthelot, professeur de philosophie].

Exception (française) : la France, par rapport aux pays étrangers (voir ce nom), est une triste exception. Secteur public pléthorique (et inefficace), réglementation tatillonne (kafkaïenne), impôts et prélèvements confiscatoires.

Elle doit marcher dans le bon sens car on ne peut avoir raison contre tous. Voire ! Au XVI^e siècle, la France chrétienne s'est alliée aux Infidèles et a fait échec à Charles Quint. Au XVII^e siècle, durant la guerre de Trente ans, la France catholique s'est alliée aux hérétiques suédois contre les puissances catholiques, et l'Empereur a cédé. A partir de 1789, la France a défié l'Europe monarchique, et, au XIX^e siècle, les principes révolutionnaires ont sapé les gouvernements d'Ancien Régime. Dans les années 30 du XX^e siècle, la France, sur le continent, était un des rares pays à ne pas avoir sombré dans la dictature de droite. Les régimes de cette espèce ont fini dans le sang, l'opprobre ou le ridicule. De tout temps, des Français (Ligueurs, Dévots, Emigrés, fascistes, aujourd'hui ultra-libéraux) n'ont vu dans leur pays qu'un clou qui dépasse et qu'il faut enfoncer à coups de marteau.

Flexibilité : au sens propre, ce qui est souple, ce qui se plie aisément. Au sens moral, docile, souple, obéissant, se soumettant à toutes les adaptations, à toutes les conditions de travail ou de salaire. Pour le Robert historique de la langue française, le terme correspond aux dogmes du libéralisme économique. Pour bien le comprendre dans ce sens, il ne faut pas le prendre dans son acception positive (ce qui est flexible étant gracieux, pratique, utile), mais dans son acception négative – l'intendant qui se courbe jusqu'à terre devant le satrape, l'esclave devant le maître, l'obséquieux devant le patron. C'est l'exact opposé des inflexibles à la nuque raide – Camisards cévenols ou jansénistes appelants, pour ne citer que ceux-ci. « Baisse la tête », dit le boyard au moujik.

Fonds de pension : officiellement, complément ou substitut de la retraite par répartition, présenté, par rapport à cette dernière, comme la Ferrari par rapport à la 2 CV. En fait, équivalent moderne du bélier médiéval, destiné à enfoncer protections sociales et structures de l'Etat. L'adhésion aux fonds de pension étant volontaire (voir ce mot), les pauvres en sont librement (voir liberté) exclus. Contrairement à ce que laisse croire leur nom, les fonds de pension n'ont rien à voir avec la protection des retraités, et tout à voir avec la protection de M. Seillière, patron du MEDEF. La preuve de leur nocivité est fournie, chaque matin, par l'insistance du Chroniqueur économiquement correct à les promouvoir.

Franco-français : adjectif très prisé du Chroniqueur économiquement correct. Qualifie des préoccupations, des idées, des discussions, des mœurs dont ne sont pas affligés les pays étrangers. Il est franco-français de se demander si la retraite par capitalisation sert à quelque chose, il est franco-français de discuter du niveau du salaire minimum. Dans les pays étrangers (voir ce mot) les pauvres n'ont pas besoin de fonds de pension, ils sont morts avant (non sans avoir cotisé pour les riches). Ce qui est très franco-français est de se complaire dans des débats archaïques et des idées paléolithiques (voir ces mots).

Galloricaïns (es) : partie émergente et collaborationniste envers l'ordre mondial de ce peuple dit français encore mu par des réflexes proto mondialisation (voir référendum). "Disneyland Paris" est la capitale des Galloricaïns. Les Galloricaïns se signalent par leur attachement pavlovien à révéler tout ce qui provient des Etats-Unis d'Amérique et dès lors soutenir leur diplomatie guerrière. Il est ainsi rare qu'un Galloricaïns lise le Diplo autrement que par masochisme. (Définition aimablement proposée par Jean-Luc Perrin).

Grande (la plus grande démocratie du monde) : périphrase désignant les Etats-Unis. L'adjectif « grande » est censé renvoyer au corps électoral concerné (donc à la population). Et, de fait, dans l'ordre de la population, les Etats-Unis figurent au 3^e rang, après la Chine et l'Inde. Or, s'il n'y a guère, en Chine, de vie démocratique telle que nous la concevons, ce n'est pas le cas en Inde, pourtant trois fois plus peuplée que les Etats-Unis (1 milliard d'habitants contre un peu moins de 300 millions). Par quel mystère continue-t-on à perpétrer cet abus de langage ? Serait-ce parce que les Indiens sont moins gras que les Américains ? Ou moins riches ?

Halloween : fête importée des Etats-Unis, et qui – portée par la publicité - tend à s'imposer partout dans le monde. Le problème, ici, n'est pas de revenir sur les aspects de la fête mais sur la piteuse justification opposée à l'accusation d'invasion américaine : il ne s'agirait pas d'un folklore yankee, mais d'une innocente coutume celtique, importée aux Etats-Unis, via l'Irlande. Cette explication est du même ordre que celle qui consiste à affirmer que telle cathédrale gothique date du crétacé parce que la carrière où on est allé chercher ses pierres remonte à cette ère géologique. C'est le même genre d'argument qui est servi pour justifier les fonds de pension : « Non, nous dit-on, ce ne sont pas de méchants capitalistes à cigare et Rolls-Royce qui possèdent ces fonds, ce sont des modestes postiers de Floride, des instituteurs de Californie ou des pompiers de New York ». Comme si le problème ne change pas de nature dès que toutes les sommes sont fondues en une seule masse ! Comme si les retraités – ou salariés - en question gèrent réellement leurs fonds ! Comme si on sait qui place l'argent de nos comptes bancaires – ou de nos primes d'assurances ! Autre exemple d'argutie : celle qui consiste à faire croire que les qualificatifs de « Junior » ou « Senior », accolés à des individus portant les mêmes nom et prénom, sont des qualificatifs latins (voir plus haut Daboliou).

Hypertrophie pileuse du métacarpe droit : maladie commune des chômeurs qui préfèrent installer leur pliants devant les guichets de "l'Etat-providence" plutôt que créer une entreprise - par exemple - d'insertion. L'expression certes amplement "technocratique" se rencontre également dans quelques milieux non autorisés sous la forme commune de : "poil dans la main" et désigne, sous ce vocable certes quelque peu familier, le substrat théorique du postulat d'existence des faux chômeurs, des trappes à activités et des restrictions de versements d'allocations qui s'ensuivent. (Définition aimablement proposée par Jean-Luc Perrin).

Idéologies : employé au pluriel, pour déconsidérer le concept. Pour un esprit superficiel, peut laisser penser qu'il s'agit des idéologies qui se sont succédé au cours du XXe siècle : socialisme, communisme, fascisme, nazisme, franquisme, justicialisme, salazarisme, etc. En fait, implicitement réservé aux seules idéologies de gauche, et même à la seule pensée de gauche en général (de Laurent Fabius à Arlette Laguiller). Est employé pour évoquer massacres, inefficacité économique, dictature. Est idéologique ce qui contribue à diminuer les revenus des plus riches. Très bien porté : confondre dans le même opprobre idéologies d'extrême droite et d'extrême gauche, exerce qu'affectionne Jean-François Revel.

Idéologique : sans rapport avec la réalité. S'oppose à réalisme, pragmatisme. Assurer à chacun un logement décent, des soins de qualité, une éducation correcte est idéologique. Laisser croupir les pauvres dans des taudis, leur refuser l'accès aux soins, leur dispenser une éducation au rabais, les abrutir de télévision est réaliste.

Impôt : indemnité de guerre versée à un Etat ennemi, dont les ressortissants s'appellent fonctionnaires. L'impôt figure (avec la roue, l'estrapade, le carcan, la potence, l'écartèlement, le bûcher, l'eau) parmi les supplices imaginés dans les pays archaïques (voir ce mot) pour torturer les habitants, appelés pour la circonstance contribuables (voir ce mot). Cette lamentable institution est heureusement en voie de disparition parmi les pays étrangers (voir ce mot). Synonymes : extorsion, racket (associé à fiscal).

Inéluctable : terme utilisé par les néo-libéraux pour signifier que les changements en cours qu'ils dirigent actuellement ne peuvent pas être évités et qu'il ne sert à rien que le peuple ignare essaye de s'y opposer. [Définition aimablement par Philippe Veyrat].

Investisseurs : institutions représentées par les fonds de pension (anglo-saxons de préférence) dont la fonction est... de ne pas investir du tout. Tout comme on nourrit les bovins avec des farines animales, on nourrit les investisseurs avec des entreprises saines. Cette nourriture, les investisseurs la transmutent en deux produits. De la graisse, appelée capital, plus-value, dividendes, et des déchets, appelés chômeurs. Les investisseurs ne passent que peu de temps à leur repas. Ils sont symbolisés par la nourriture McDo : vite mangée, vite – et mal - assimilée, vite évacuée.

Liberté économique : lorsqu'on ajoute un adjectif ou un adverbe à un terme, le résultat, dans tous les cas, affaiblit le terme, le déforme, voire le contredit. Lorsque, entre deux personnes qui entretiennent un commerce amoureux, l'une dit à l'autre, non plus je t'aime, mais je t'aime bien, c'est qu'elle ne l'aime plus du tout. Ainsi en va-t-il de la liberté économique, qui ressemble à la liberté comme le vase de nuit ressemble au vase. Dans les deux cas, le contenu est nauséabond. On trouvera le même état d'esprit dans l'égalité des chances (expression favorite de M. Alain Madelin), dont le caractère pernicieux – négateur de l'esprit même d'égalité - a superbement été mis en lumière par Alain Bihl et Roland Pfeffekorn (Diplo de septembre 2000).

Marchés : autre nom de Dieu. Il ne faut pas perdre leur confiance en commettant des péchés, le premier étant de les nier. Ils sont la seule forme d'existence, contrairement à la démocratie, qui n'est qu'épiphénomène. Autre nom des marchés : les investisseurs (voir ce mot). Lieu de culte : la Bourse. Desservant paroissial : Jean-Pierre Gaillard. Prédicateur de Carême : Jean-Marc Sylvestre. Confesseur : Alain Minc. Grand Inquisiteur : Thierry Breton. Primat des Gaules : Ernest-Antoine Seillière de la Borde. En entrant à la Bourse, on trempe la main dans une cuvette emplies d'euros et on se signe en disant : «Au nom du Pèze et du Fric et du Saint-Grisbi, Amen ».

Minimum : adjectif associé à service, employé par les commentateurs lors de chaque grève des transports. Qu'est-ce qu'un service minimum ? C'est une grève qui ne gêne personne. La grève n'est pas contestée dans son principe, mais vidée de ses effets. Comme ces personnes qui disent : « Je ne suis pas raciste, mais... ». « Je ne suis pas contre les Arabes s'ils sont clairs, riches, s'ils s'appellent Gaston et vont à la messe le dimanche ». « La vue des Noirs ne me choque pas, s'ils sont café au lait, avec beaucoup de lait et un nuage de café. » La « bonne » grève ne

gêne ni les usagers ni l'entreprise. Pour les néo-libéraux, la grève avec service minimum, c'est « le couteau sans lame auquel manque le manche ».

Modéré. Terme employé par le Chroniqueur économiquement correct, pour qualifier la gauche qui ne verse pas dans l'extrémisme d'Attac. Chacun sait que les pauvres perdent leurs dents très tôt, faute d'argent pour se les faire soigner. Eh bien, être "modéré" c'est penser que ces pauvres ont bien de la chance car ils pourront toujours manger du potage.

Moderne, modernité, moderniser : dernier avatar d'un concept connu également par les verbes et expressions restructurer, rationaliser, dégraisser, présenter un plan social, et qui ne signifie rien d'autre que licencier, jeter les gens à la rue, tailler dans les effectifs. Mais on n'est plus aussi grossier : on est moderne.

Moisi(e) : accolé au terme France, il désigne dans le monde libéral et avec beaucoup d'élégance, ces secteurs de notre pays encore attachés aux valeurs d'égalité et qui s'obstinent à contrecarrer l'intérêt des élites. Il dessine par contrepoint, un portrait de la partie saine de la population confrontée au grand vent du large venant d'Amérique. Moisi emporte en effet avec lui une cohorte d'oppositions : la lumière contre l'obscurité (sinon l'obscurantisme) – le progrès par rapport à l'immobilité – l'ouverture en opposition à l'enfermement. Bref, la loi du marché qui libère les élites des miasmes fangeux de la réglementation dans lesquels s'ébroue encore le menu peuple.

Il prédispose, en matière de gouvernance, à l'intervention chirurgicale en vue d'isoler, des métastases et de la gangrène, cette partie encore vive du corps social. (Définition aimablement proposée par Jean-Luc Perrin).

Monde, dans l'expression « tout le monde le sait ». Argument d'autorité employé par le Chroniqueur économiquement correct pour conférer la force de l'évidence à ses propos. Variantes : « tous les économistes le savent », « tous les politiques le reconnaissent », « tous les syndicalistes l'avouent ». En général, chez le Chroniqueur économiquement correct, les syndicalistes avouent en cachette ou sous le manteau.

Mondialisation : processus par lequel un maximum de richesse est concentré en un minimum de mains, au détriment d'un maximum de gens. Mondialiser, c'est agrandir le gâteau plutôt que partager les richesses : à l'issue de la mondialisation le riche a droit à deux louches de caviar au lieu d'une, le pauvre à deux épiluchures de pomme de terre plutôt qu'à une de carotte.

Monopoly : jeu de société consistant à acheter des séries de rues, puis à faire payer ceux qui, par le hasard du jeu (déterminé par les dés), tombent dans les cases correspondantes. Le but consiste, en accumulant de plus en plus d'argent par les loyers, à acheter d'autres séries, donc à monopoliser le jeu, c'est-à-dire à acquérir pour soi seul le droit de vendre. L'expression revient chez le Chroniqueur économiquement correct pour désigner les fusions des conglomérats industriels ou financiers. Ces accouplements pachydermiques procurent à notre chroniqueur des sentiments proches de l'extase.

Nation : terme rarement évoqué tant il sent la naphthaline ! Pour les bourgeois-bohèmes, libéraux-libertaires et post soixante-huitards, il renvoie à l'époque de la télévision noir et blanc et de la chicorée Leroux. Au regard de leur aversion consubstantielle pour la pensée du Général, il leur apparaissait normal de remiser à la cave ; à côté du casque colonial et du portrait de grand père, cet accessoire pour eux aussi obsolète que sulfureux. D'aucuns l'ayant abandonné sur le trottoir, lors du ramassage des monstres, l'ont – et pour cause – clairement abandonné au recyclage de la populace frontiste.

A l'heure de la communication planétaire l'histoire de la Nation apparaît aussi anachronique à enseigner que la morale civique. Le concept n'est donc évoqué sur les ondes que sous son avatar nationaliste pour être aussitôt dénoncé comme antédiluvien (autre version "paléolithique", "franco-français", "franchouillard" etc.) et assurément anti-européen.

Sert aussi accessoirement dans les jolis livres d'images à qualifier la Révolution française pour souligner ô combien ce mouvement fut source de conflits qui eussent pu être évités si les savetiers avaient pu lire Tocqueville.

Pour les néo-libéraux pur jus, les spécificités nationales représentent les buttes témoins d'un ordre ancien, celui où le capitalisme, pour s'étendre, devait utiliser des stratégies différenciées d'adaptation aux spécificités locales. Fort heureusement pour le plus grand bonheur des actionnaires, le nivellement des esprits tend à réduire ces sources de coûts en élargissant le champ de la marchandisation. (Définition aimablement proposée par Jean-Luc Perrin).

Obligatoire : qui est exigé moralement, et, surtout, juridiquement. Dans le langage néo-libéral, s'applique aux prélèvements fiscaux (impôts) ou parafiscaux (santé, vieillesse), et s'oppose à volontaire (voir ce mot). Dans cette acception, est considéré comme obligatoire non pas le prélèvement (en particulier parafiscal), car ce n'est pas une sujétion de s'assurer contre la maladie ou les aléas de la vieillesse (on assure bien son logement ou son véhicule) mais le supplément exigé, en fonction du revenu, pour couvrir les risques des assurés moins riches que soi. Il s'agit donc d'une redistribution (donc d'une extorsion), manifestation archaïque d'un pays qui n'est pas entré dans la modernité (voir ces mots).

Optimiser/optimisation : Prurit de la théorie économique marginaliste et de la "maximisation sous contrainte". Ce terme s'est notamment diffusé lorsque nos gouvernants décidèrent d'abandonner toute volonté de changer le monde sous l'effet d'une contrainte internationale qui apparaissait d'autant plus forte qu'on renonçait par avance à la dépasser. (Définition aimablement proposée par Jean-Luc Perrin).

Otages : personnes dont on s'empare et que l'on retient comme moyen de pression et de chantage. En France – et en Occident en général – les otages apparaissent dans deux circonstances. D'une part lors des attaques à main armée (banques, bijouteries), d'autre part, dans les années 60-70, victimes de guérillas anti-occidentales, soit sud-américaines, soit palestiniennes. Dans les deux cas, les images de ces peuples ont une forte connotation négative (pour les Sud-Américains, l'imagerie négative, façonnée par Hollywood, oscille entre ridicule et lâcheté). Pour les Palestiniens, point n'est besoin de rappeler les sentiments de nombre de Français vis-à-vis du monde arabe. Le preneur d'otages est perçu comme lâche, cupide, cruel, et, si possible, basané au poil noir (encore mieux s'il est mal rasé). Lorsque les médias décrivent complaisamment les cheminots, postiers, conducteurs de métro en grève comme les preneurs d'otages des Français, la représentation est : salariés = privilégiés = lâches = bandits = terroristes. Ces preneurs d'otages prennent de la valeur si, par surcroît, ils sont salariés du service public et syndicalistes. Mais comment qualifier les chefs d'entreprises ou capitalistes qui menacent de délocaliser leurs sièges dans des paradis fiscaux si l'on ne baisse pas leurs impôts ?

Paléolithique : âge de la pierre ancienne. Se dit pour qualifier un état très primitif de l'humanité. S'emploie, par extension, pour qualifier un état plus primitif encore que l'archaïsme et donc plus loin de la modernité (voir ces mots).

Pédagogie : de temps à autre, au Moyen âge, la population était conviée à un spectacle. Sur un amoncellement de fagots, on liait un homme – ou une femme – à un poteau, et on boutait le feu à l'ensemble. Cette pratique était œuvre pie, car œuvre de salubrité. En effet, qui brûlait-on ? Des hérétiques, des schismatiques, des apostats, dont la parole perfide détournait de pauvres âmes sur le chemin de l'enfer. Or, qu'était-ce qu'une crémation – au pire de quelques heures – d'une poignée de pauvres hères par rapport aux tourments des multitudes dans les flammes éternelles ? Sans savoir compter, on saisissait vite la pertinence du calcul. L'explication relevait de la théologie. Aujourd'hui, de temps à autre, on jette des gens à la porte de leur entreprise (on dit qu'on restructure ou qu'on modernise, ou qu'on dégraisse). Cette pratique est œuvre pie, car œuvre de salubrité. En effet, qui restructure-t-on ? Des gens de faible productivité, de faible employabilité, et qui risquent d'entraîner la Bourse sur la voie de la baisse. Or, qu'est-ce que la perte d'un salaire par rapport à une chute des dividendes ? Dans un cas, ce sont quelques milliers de francs qui disparaissent, dans l'autre, des milliards. Sans savoir compter, on saisit vite la pertinence du calcul. L'explication relève de la pédagogie.

Pesanteurs : terme souvent associé à "sociologiques" ou "marché du travail". Dans les deux cas désigne toute entrave au libre mécanisme du marché, de l'inspection du travail à la bureaucratie tentaculaire et adipeuse, la fiscalité abusive et inquisitoriale en passant par la syndicalisation politisée. (Définition aimablement proposée par Jean-Luc Perrin).

Plan B : hypothèse saugrenue à imaginer puisqu'il n'existe pour les questionneurs qu'une seule réponse sensée à la question référendaire posée (voir TCE). Ayant fait des tas d'études pour "optimiser" la gouvernance et n'ayant nullement imaginé que le peuple, visiblement à tort consulté sur cette complexe question, puisse répondre autrement qu'en avalisant la politique voulue pour lui, nos gouvernants n'ont pas conçu de plan B. Gouverner c'est prévoir mais dans des limites que seul fixe le bon goût ! (Définition aimablement proposée par Jean-Luc Perrin).

Politiquement correct : expression voisine d'idéologique (voir ce mot) et d'idées de gauche. Le politiquement correct est une dictature de la pensée, qui empêche de qualifier le chômeur de paresseux, le fonctionnaire de vampire, le pauvre de rebut, l'Etat de parasite, la Sécurité Sociale de monstre, l'impôt de supplice, François Pinault de génie et Bill Gates de bienfaiteur de l'humanité.

Polluer, pollution : lorsqu'un ouvrier défèque sur le palier de son patron ou urine sur le pantalon d'icelui, il manque du respect naturel dû aux riches. Lorsque, pour préserver les dividendes des actionnaires, un armateur affrète un pétrolier usé jusqu'à la corde et que ce pétrolier coule et noie 200 km de côtes sous le mazout, on ne dit pas que l'armateur pollue mais qu'il externalise ses coûts.

Pragmatique : dans le langage moderne, qui recherche l'utilité et l'efficacité. Par glissement de sens, qui prend les choses telles qu'elles sont et ne cherche pas, au nom des idéologies, à les changer. Par exemple, une usine qui pollue exige d'énormes investissements pour être propre. Mais pourquoi exiger cela de ses propriétaires, qui risqueront alors de la transférer vers des cieux plus cléments ? On est donc pragmatique, on ne lui impose rien. Les ouvriers ont le S.M.I.C. en salaire et le cancer en prime.

Prélèvements obligatoires : terme doublement agressif sinon douloureux, constitue par ailleurs le baromètre suprême, l'échelle de Richter de la modernisation du pays et de la bonne gouvernance. La diminution du taux de prélèvements obligatoires est placée comme l'objectif politique stratégique à atteindre. Il est à noter que la partie "reventilation" est rarement adossée à ce débat fantasmagorique. Remarquons en effet qu'un prélèvement total (taux de PO de 100 % - rien à voir avec le chapitre "dopage" - immédiatement suivi d'une redistribution en l'état ne conduirait nullement à l'Albanie d'Enver Hodja – voir ce mot). (Définition aimablement proposée par Jean-Luc Perrin).

Privatisation : vient de l'adjectif privé, privatus, au sens de « qui est isolé, mis à part », « propre à chacun », au sens de propriété privée. Privatisation désigne le passage de biens publics (en général entreprises à caractère industriel ou commercial) à une propriété privée (individuelle et collective). Mais le sens de « mettre à part » est aussi celui du verbe priver, signifiant confisquer, enlever la jouissance d'un bien, d'où dérive privation. Une privatisation est aussi une privation d'un bien à l'égard du plus grand nombre au profit d'une minorité. Quand on privatise un bien, on prive la majorité de sa jouissance.

Privilégié : salarié bénéficiant d'un contrat à durée indéterminée et d'un salaire dans la moyenne. Les privilégiés, non seulement ont le droit de grève, mais, en plus ont l'audace de l'exercer. Les fonctionnaires, à cet égard, sont des super-privilégiés, ou des nantis. Pour la pensée ultra-libérale, la maladie est la norme et la santé l'exception (malheureuse). Plutôt que de vacciner, il faut i-no-cu-ler. Tout le monde malade ! Tout le monde au RMI ! Tout le monde à la rue !

Progrès : (1) Désigne à la fois un mythe et (2) un principe de soumission. (1) Dans le premier cas, il représente l'inéluctable évolution humaine, c'est le mot sacré à partir duquel le consommateur s'identifie à l'ensemble des consommateurs. C'est aussi le mot d'ordre des hebdomadaires « dans le coup » (c'est-à-dire faisant partie de cette grande roue de l'évolution humaine) : Français ! Il faut que notre société « bouge » et « change ». En tant que mythe, il renvoie à une amélioration d'ordre quantitative, le progrès devant être mesuré pour encourager l'ensemble à augmenter la vitesse de croisière. Il sert aussi à orienter les questions de notre chroniqueur radio : Vous faites aujourd'hui trois millions d'auditeurs, comment comptez-vous progresser ? Aujourd'hui il se présente à chaque consommateur comme le devoir impératif de progresser, d'évoluer, de changer en fonction de ce que veut l'ensemble. Un chroniqueur peut l'utiliser fortuitement sans prétendre à la rationalité ; car il vient en corrélation avec la grande angoisse d'être en retard, l'obsession de la « croissance négative » et du recul productif. Le consommateur vise ultimement à transférer le progrès – réifié en « objet de luxe emballé » - de la grande tanière à la plus petite qui est la sienne. [Définition aimablement proposée par Mathieu Gauthier, étudiant québécois en philosophie].

Pronom personnel : un des procédés stylistiques préférés du Chroniqueur économiquement correct est de commencer ses phrases par : « qu'on le veuille ou non ». Ce pronom [on] est trompeur, car la phrase vraiment pensée par est : « que vous le veuillez ou non ». S'incluant dans les auditeurs par le « on », il rend ce qui va suivre moins provocant à admettre puisque lui-même s'y soumet (ex. : qu'on le veuille ou non, « les Allemands ont gagné la guerre et il faut se soumettre aux conditions d'armistice »). Traduction en langage de l'an 2000 : « la mondialisation est irrésistible et, qu'on le veuille ou non, il faut se soumettre à ses conditions ».

Protectionnisme : valeur états-unienne d'exportation. Se conjugue avec "retard économique". En France, le gène décelé sur la carte du génome et ancré dans le cerveau reptilien s'appelle "colbertisme". (Définition aimablement proposée par Jean-Luc Perrin).

Racket : selon le Robert historique de la langue française, mot d'origine américaine, désignant une association de malfaiteurs se livrant au chantage et à l'intimidation pour extorquer des fonds. Dans le langage néo-libéral, toujours associé à l'adjectif fiscal, pour souligner l'illégitimité des prélèvements publics, et, plus largement, l'illégitimité de toute structure politique.

Rationnel, Rationalité : tout ce qui est conforme aux aspirations et aux priorités du pouvoir néo-libéral. Il est rationnel de : promouvoir prioritairement les profits, de couper les budgets des administrations, de faire primer les impératifs financiers sur les priorités sociales. La rationalité s'oppose généralement au "cœur" qui, lui, est encore à gauche, mais surtout nostalgique et... irrationnel [texte aimablement proposé par Paul Laurendeau, du Canada].

Rebondir : Employé à la place d'ajouter, illustrer, répondre ou contester, ce terme évoque une courtoisie branchée mais de bon aloi, un rien primesautière, attitude très respectueuse des règles truquées du débat moderne qui fini toujours par s'échouer sur le consensus. Rebondir est aussi le titre d'un périodique qui fait ses choux gras du chômage en suggérant un rebond facile et souple évoquant comme par hasard la célèbre flexibilité, au lieu de la chute. Travailleurs de caoutchouc... [Ce texte est dû à un ami dont j'ai malheureusement égaré le nom. Qu'il se fasse connaître, afin que je répare ma bourde].

Référendum : questionnement du peuple sur les sujets auxquels les élites condescendent à demander l'aval. En cas de réponse négative, le référendum sert à démontrer que le peuple ne mérite pas ses élites. Elles condamnent alors l'icelui à subir des référendums jusqu'à ce que la réponse populaire satisfasse ceux qui posent la question. (Définition aimablement proposée par Jean-Luc Perrin).

Refondation sociale : cette expression est un oxymoron, c'est-à-dire une figure de style reliant deux termes contradictoires (ex. : obscure clarté, glace brûlante, feu glacé). En effet, le mot refondation s'apparente, par son préfixe, à des mots tels que réaction, restauration, retour, termes fort prisés des conservateurs. Cela jure bien évidemment avec social, à l'opposé des préoccupations desdits conservateurs. Comment concilier les deux termes ? En se souvenant que dans refondation, il y a fondation, de la même racine que fonder, où l'on trouve aussi... fondement. On peut alors lire ainsi l'expression refondation sociale : le social, je me le mets au fondement.

Réformes : mesures permettant aux riches de s'enrichir encore plus au détriment des pauvres. Réforme de l'impôt (= baisse sur les tranches élevées). Réforme de l'administration (= abolition du Code du Travail). Réforme de l'école (= soumission des programmes aux chefs d'entreprise). Les réformes sont toujours indispensables et trop tardives.

Règles (de l'O.M.C.) : les opposants à l'O.M.C. sont plaisamment accusés de tirer contre leur propre camp. « S'il n'y a pas de règles », leur dit-on « ce sera la loi de la jungle qui s'appliquera, cette loi que vous vous échinez précisément à dénoncer ! Acceptez donc les règles ! » Comme si les règles garantissaient les droits ! Le Code Noir était une règle, et les lois de l'apartheid aussi...

Représentativité : la lutte contre la mondialisation libérale est davantage le fait des associations – parfois informelles – que des partis ou des syndicats. Cela inquiète les Importants. La Chambre de Commerce Internationale, le Chroniqueur économiquement correct, les Sérieux pointent un doigt accusateur : mais qui sont ces organisations ? Quelle est leur légitimité ? Qui représentent-elles ? Comment sont-elles élues ? Par qui sont-elles reconnues ? Où est leur siège ? Leur banque ? Où sont leurs actionnaires ? Outre qu'il est plaisant que ces questionneurs ne s'interrogent ni sur la légitimité du Forum de Davos, ni sur celle de la société du Mont-Pèlerin, ni sur celle du Club de Bilderberg, ni sur celle de la Trilatérale, ni sur celles de Cato Institute ou d'Heritage Foundation, ni sur celle de ces officines qui se permettent de noter les Etats, on peut se rappeler que, entre 1940 et 1944, le haut commandement allemand, inquiet, pointait un doigt accusateur : mais qui sont ces résistants ? Quelle est leur légitimité ? Où est leur uniforme ? Où sont leurs officiers ? Où est leur Quartier général ? Où est leur artillerie ? Tels maîtres, telles questions...

Responsabilité : concept imaginé pour permettre aux riches de roter leur Dom Pérignon en toute béatitude. Pourquoi les pauvres sont-ils pauvres ? Parce que, plutôt que d'acheter des actions, ils préfèrent se gaver de nourriture. Pourquoi les pauvres ont-ils une retraite insuffisante ? Parce que, au lieu d'investir leurs revenus dans des fonds de pension, ils les gaspillent dans des cartes de transport. Pourquoi les enfants des pauvres ont-ils une scolarité médiocre ? Parce qu'au lieu de les envoyer dans de bonnes écoles suisses, leurs parents les abandonnent dans des collèges de quartier. Chaque fois, les pauvres peuvent choisir, et, chaque fois, ils font le mauvais choix – ce qui prouve, en outre, leur mauvais goût. Ils sont donc responsables de leur sort.

Responsabiliser : faire payer les pauvres. Se dit quand on veut «réformer» la Sécurité Sociale. Les «gens», «usagers», «assurés sociaux» ou autres profiteurs ne payent pas ou pas beaucoup, en tous cas pas assez, pour certaines prestations sociales ; cela est source de vice : il ne se rendent pas compte. Par conséquent, ils doivent sentir combien leur paresse et leurs maladies coûtent à la Sécurité Sociale : c'est ça être responsable. La responsabilité étant (voir point précédent) par ailleurs une caractéristique intrinsèque des riches, elle peut s'acheter. Les pauvres vont donc pouvoir y accéder par la seule voie rédemptrice : ils vont payer pour être responsables. Les exonérations de charges sociales faites aux entreprises, en revanche, ne creusent pas le trou de la Sécu : en effet, une entreprise est, à travers ses dirigeants, en soi responsable ; par conséquent, il n'est pas «irresponsable» de ne pas payer dans ce cas-là ... [Définition aimablement fournie par François Dreyfuerst].

Retard : dans le domaine économique et social, s'entend d'un niveau inférieur de la prospérité économique. Un pays où l'éventail des revenus est resserré est un pays en retard. Un pays où les riches s'enrichissent au détriment des pauvres est un pays en avance. Le retard se dit aussi de l'absence de possession d'un certain nombre d'objets d'autant plus précieux qu'ils sont inutiles, chers et ostentatoires : téléphone portable, micro-ordinateur, Palm-Pilot. Le retard consiste à faire ses courses au marché plutôt que par Internet et de se les faire livrer par des grouillots (baptisés emplois de proximité).

Retraite : situation d'une personne qui, à un âge donné, a cessé de travailler, et qui touche une pension. Cette personne, aux yeux des néo-libéraux, est cause de scandale, puisque payée à ne rien faire (comme lorsqu'elle est en congé de même nom). Ce scandale doit cesser. La retraite est donc associée à des termes comme question, problème, aveuglement, à des expressions comme situation explosive, bombe à retardement (métaphores guerrières), aller droit dans le mur (métaphore routière). L'objet de tout ce tintamarre est de reculer l'âge de départ à la retraite (si possible indéfiniment) et de baisser les pensions (si possible infiniment) afin de promouvoir les fonds de pension (voir ce mot).

Reuteuteu (14 mai et 15 mai 2001) : prononciation du sigle R.T.T. (Réduction du temps de travail) par le Chroniqueur économiquement correct. La prononciation n'est pas neutre : la droite ne dit pas Mi-té-rand, mais Mitran. Le raccourcissement ou l'allongement d'un mot, l'insistance sur les voyelles, consonnes ou syllabes, cela change tout. Ici, les connotations sonores sont clairement péjoratives : neuneu, teuf-teuf, bleu (au sens de novice), ou «rototo», désignation hypocoristique du rot des nourrissons. Bref, un ensemble débile, infantile, immature. Conclusion : les partisans des 35 h sont des demeurés.

Rigidité (congénitale) : terme(s) plutôt flatteur(s) pour la population mâle de notre pays mais qui employé le plus souvent dans son acception économique libérale désigne l'incapacité culturelle de notre pays à satisfaire les exigences croissantes de ses élites pensantes en matière de flexibilité, réactivité, adaptation mécanique à l'évolution des courbes d'offres et de demandes.

Le discours médical est en général de mise s'agissant d'une prédisposition malade du corps social devant faire l'objet d'un traitement curatif.

Ne pas confondre avec priapisme qui, quant à lui se soigne au bromure, tandis que, notons le, la qualification "d'impuissance" est réservée à la puissance publique. L'allitération ainsi créée est alors redoutable car elle dispense de la démonstration et dénie par avance toute tentative de défense dudit secteur public.

L'emploi du terme rigidité suppose enfin une allégeance implicite au modèle idéologique de marché et de concurrence pure et parfaite ; état de fait non réel mais idéalisé et doté d'une charge destructrice non négligeable (c'est d'ailleurs là sa seule raison d'existence : objectiver les intérêts de classes en les assimilant aux lois physiques par essence non discutables). (Définition aimablement proposée par Jean-Luc Perrin).

Sacro-saint : employé ironiquement pour désigner une institution vis-à-vis de laquelle on manifeste un respect exagéré (néanmoins pas aussi fort que tabou, cf. ci-après). Se dit de la durée quotidienne ou hebdomadaire du travail, des congés payés, du salaire minimum, de la retraite par répartition. Ex de phrase : les ouvriers s'accrochent à leur sacro-sainte pause déjeuner. Traduction : ils refusent de travailler 11 heures d'affilée pour saboter le repas de leur patron chez Lasserre.

Services (emplois de). Alain Madelin dit : « Un emploi à forte valeur ajoutée induit de nombreux emplois de services, pour peu qu'il puisse disposer lui-même d'une part suffisante de cette valeur ajoutée, c'est-à-dire que

l'environnement fiscal lui permette de la dépenser » (Le Nouvel Observateur n° 1921, du 30 août au 5 septembre 2001). Traduction : « Si l'impôt plume les riches, ceux-ci ne pourront plus donner à leurs domestiques les restes du gâteau de dimanche et le pantalon défraîchi d'Ernest-Antoine ».

Société civile : curieuse expression qui ne s'oppose ni aux militaires, ni aux ecclésiastiques, mais au personnel politique (en gros, les élus et l'appareil gouvernemental) censés être des parasites sans aucun lien avec la société qui les nourrit. L'expression tend à dévaloriser toute la politique pour ne voir de réalité que dans l'économie, et, pour être plus concret, de promouvoir les entrepreneurs et les financiers.

Sous (dans des expressions comme sous-continent sud-américain) : le sous signifie « subdivision de ». Et on pourrait parler, tout aussi valablement, du sous-continent nord-américain. En fait, ce sous signifie « sous-développé », « sous-démocratique », « subordonné ». Et cette notion est insidieusement confortée par la représentation cartographique, qui place l'Amérique latine sous l'Amérique anglophone. S'emploie aussi, avec la même intention, pour parler de la péninsule indienne (Pakistan, Inde, Bangladesh).

Surréaliste : dans le langage du Chroniqueur économiquement correct, tout ce qui entre en contradiction avec la réalité, définie par les marchés et les chefs d'entreprise. Sont donc surréalistes les 35 h, le SMIG, le droit de regard des syndicats, le Code du Travail, la taxe Tobin, la volonté de démantèlement des paradis fiscaux, etc. Pour le Chroniqueur économiquement correct, Bernard Thibault (secrétaire général de la C.G.T.) est le successeur d'André Breton.

Tabou : chose absurde dont on a un respect exagéré et craintif. Exemple, dans des peuples premiers, manger tel mets de la main gauche, utiliser tel mot, se laver de telle façon. Le tabou est caractérisé par son absurdité, son irrationalité. Il est tabou de dire qu'on veut supprimer le S.M.I.C., la Sécurité Sociale, la retraite par répartition. Ne plus avoir de tabou, c'est dire que les pauvres sont paresseux, incapables, moches, méchants et contrefaits. Ne plus avoir de tabou, c'est se moucher dans la nappe.

Tendance : le Forum Social de Porto Alegre [de 2002] est "tendance" pour le Chroniqueur économiquement correct. Autrement dit, le Forum Social ne serait que le Festival de Cannes du monde socio-politique, selon les dires de ce chroniqueur. Plutôt que de s'opposer idéologiquement à ce Forum, il en vide la substance en le réduisant à un événement purement démagogique (fait indéniable pour cause de campagne électorale en perspective mais qui ne saurait être le qualificatif exclusif de cette rencontre). De tels propos cherchent donc à nier l'existence d'une réelle alternative au monde néo-libéral ambiant, ainsi qu'à rallier le grand public en invoquant l'argument fallacieux qu'est la démagogie. Par contre, pour le Chroniqueur économiquement correct, choisir New York (et non Davos) pour le Forum Economique de 2002 n'est pas du tout tendance... [Définition aimablement proposée par Christian Paroissin, de Paris].

Théologie, théologiques : qui traite de Dieu et des questions liées à la religion. Par extension, entendre débats byzantins, ergotant à l'infini sur des points de détail à mille lieues de la vie réelle. Se dit de tous les points qui occupent la pensée des hommes politiques, journaux ou syndicats français (en général de gauche) et portant sur la réduction de la durée du travail, la redistribution des richesses, la protection des salariés, la Sécurité sociale, etc.

Train de vie de l'Etat : suggère insidieusement que l'Etat dilapide l'argent des contribuables (voir ce mot plus haut) dans des dépenses somptuaires (chasses présidentielles, soupers fins, voitures de fonction). En fait, ces chapitres de dépense, pour scandaleux qu'ils soient, ne sont que broutilles. Vise en réalité les dépenses d'éducation, de santé et de redistribution sociale, qui représentent une tout autre part des dépenses publiques.

Traité constitutionnel européen : produit transgénique, à la fois constitution et traité international. Il est donc préférable d'appliquer envers lui le principe dit de précaution et de s'abstenir de le consommer en l'absence toute démonstration d'innocuité. (Définition aimablement proposée par Jean-Luc Perrin).

Transparence : terme néo-libéral utilisé pour rendre invisible une réalité qu'on place devant les yeux. La transparence est invoquée – et exigée – pour justifier aux yeux des actionnaires les rémunérations pharaoniques des hauts dirigeants : président directeur général, directeur général, président du conseil d'administration et autres élites. En effet, le péché suprême n'est pas de gagner beaucoup, mais de dissimuler ce que l'on gagne. Dans cette optique, un haut fonctionnaire des finances (c'est souvent lui qui est visé) touchant une enveloppe de 50 000 francs non inscrite au budget est plus coupable qu'un P.D.G. auquel son actionnaire consent 200 millions en stocks-options. Le scandale – le montant de la rémunération – est effacé par la grâce de la transparence. Illustration : un

curé irlandais voit revenir une de ses anciennes paroissiennes : « Mary, que tu es bien habillée, que tu as une belle voiture ! Que fais-tu pour gagner si bien ta vie ? – Je suis prostituée, mon père. Comment ! Quoi ! Qu'oses-tu me dire ! – Pros-ti-tu-ée, mon père – Ah, tu me rassures, j'avais cru protestante ! ».

Utopique : Chimérique, illusoire, irréalisable : par exemple des services publics efficaces, un Etat économe des deniers publics, un impôt équitable. Prétendre réaliser l'utopie relèverait donc d'un manque de réalisme rédhibitoire ou d'une perversion surréaliste (voir ce mot). N'étaient-ce pas ces trublions de mai 68 qui demandaient : « soyez réalistes : exigez l'impossible » ? A présent que l'ère de la rationalité (voir ce mot) et du pragmatisme (voir le mot pragmatique) est heureusement advenue, on est enfin débarrassé de ces scories idéologiques (voir ce mot). Il n'est pourtant pas aussi assuré que l'on puisse ainsi congédier l'étymologie du mot et son histoire, ignorer par exemple que « utopie » signifie étymologiquement « d'aucun lieu », et que le mot a été créé, au XVI^e siècle par Thomas More, pour brosser le tableau d'une société idéale. Dire que ce qui, aujourd'hui relève de l'utopie, ne trouvera jamais un commencement de réalisation, relève alors de l'interprétation et d'une conclusion plutôt hâtive, n'en déplaît au Chroniqueur économiquement correct et consorts. Il y a lieu de conduire une réflexion sur le possible et l'impossible, sur les conditions et la légitimité de leur détermination a priori, ce qui, certes oblige à remettre en cause la définition consacrée par l'usage actuel, mais ouvre en revanche sur une réflexion riche et féconde. Qui peut assurer que l'utopie d'aujourd'hui ne nourrira pas la réalité de demain, et qu'il ne faut pas « vouloir l'impossible pour réaliser tout le possible » ? [définition aimablement proposée par Bernard Berthelot, professeur de philosophie].

Vaches sacrées : animaux étiques, sans viande ni lait, qui vaquent paisiblement dans les rues indiennes, immobilisant par caprice toute la circulation sans qu'on puisse les déloger – sauf à se faire lyncher par la population. Par extension, se dit des institutions archaïques (SMIG, Sécurité Sociale, droit de grève, droit à la retraite, congés payés, droit du travail), permettant aux ratés (pauvres, smicards, titulaires du RMI) de narguer les décideurs en bloquant les bolides de l'économie, alors qu'il serait si simple de les faire déguerpir à grands coups de pied dans le bas du dos.

Valeur (création de) : quand un patron fait travailler ses ouvriers 11 heures, quand il les paie 8 heures à un tarif inférieur au S.M.I.C., quand il encaisse des subventions sans embaucher, il n'exploite pas ses salariés ni n'extorque la collectivité : il crée de la valeur pour l'actionnaire.

Vendre : dans le vocabulaire courant, synonyme de convaincre ou persuader. On ne convainc plus quelqu'un, on lui vend une idée. On ne persuade plus un patron de vous embaucher, on se vend à lui. Les rapports humains se calquent sur des rapports mercantiles.

Vitesse : le néolibéralisme traduit une perception – et une conception - du temps pour laquelle, plus que jamais, ce dernier est de l'argent. On comprend que la vitesse y tienne une place essentielle : à elle on associe liberté, progrès technique, aventure, puissance, pouvoir, sport, compétition, jeunesse, santé, indépendance. Que dit-on pour louer quelqu'un ? Qu'il vit à 100 à l'heure, qu'il est battant, fonceur, qu'il passe la surmultipliée, qu'il change de braquet, qu'il chausse ses chaussures à crampons, qu'il est dynamique, toutes métaphores liées à la vitesse. Quels termes reviennent le plus souvent dans les chroniques du Chroniqueur économiquement correct? TGV, turbo, super(carburant), Formule 1, booster, bolide, autoroute, dopage, accélération. Tout un programme... Que prophétise Alain Madelin ? « [Qu'à] l'avenir, ce ne seront pas les gros qui mangeront les petits, ce seront les rapides qui mangeront les lents ». Par qui le Conseil Constitutionnel a-t-il été saisi pour invalider la loi Gayssot sur le très grand excès de vitesse ? Par Démocratie Libérale. Qu'est-ce que le livre de Christian Gerondeau (président des Automobile-Clubs de France), intitulé Candide au pays des libéraux, sinon un plaidoyer en faveur du néolibéralisme ? A quoi Pascal Salin (professeur d'économie néo-libéral) consacre-t-il tout un chapitre de son livre Libéralisme ? A pourfendre les limitations de vitesse. De quoi se réjouit Jacques Garelo (collègue de Salin, président de l'A.L.E.P.S. ; « boîte à pensée » ultra-libérale) ? De l'annulation par la Cour de Cassation d'un jugement sanctionnant un excès de vitesse. Comment s'appelle, en Suisse, un parti hostile aux limitations de vitesse et favorable au néolibéralisme ? Le parti des automobilistes [sic], etc.

Volontaire : adjectif s'opposant à obligatoire (voir ce mot) et qualifiant le seul type de cotisations admises pour couvrir les dépenses de santé ou à de retraite. Dans la pensée néolibérale, chaque individu cotise volontairement, pour le niveau de couverture (santé ou vieillesse) qu'il désire, étant entendu que ce niveau sera d'autant plus élevé que la cotisation sera plus importante. Ainsi, le pauvre choisira-t-il volontairement de ne pas être couvert contre les traitements les plus onéreux. Il endurera volontairement des coliques néphrétiques, patientera volontairement des mois durant avant une opération, perdra volontairement ses dents avant 40 ans, prendra volontairement son parti de ne pas faire soigner ses enfants, et, bien évidemment, passera volontairement de vie à trépas.

W : antépénultième lettre de l'alphabet, désignant, pour des pseudo-initiés, le second prénom du président des Etats-Unis (Walker) – et, par métonymie, le président lui-même -, prononcée en singeant la prononciation américaine (voir Daboliou). Or, ce « W » est aussi le titre d'un roman de Georges Perec, W ou le souvenir d'enfance, qui entrecroise le récit de la vie de l'auteur et le roman d'un Etat imaginaire, W, régi – théoriquement par l'idéal olympique – en fait par l'esprit de compétition le plus féroce et le plus impitoyable. Peu à peu, les deux récits se rejoignent (Perec, en tant que juif, connut les poursuites de l'Occupation) dans l'évocation de l'extermination des exclus (juifs d'un côté, athlètes vaincus de l'autre). Il est significatif que le W évoquant cet Etat de cauchemar soit aussi l'initiale du président le plus proche d'un monde de violence : pour la vente libre des armes, pour le durcissement des condamnations, pour la peine de mort, pour les adversaires de l'I.V.G, pour la dévastation de l'environnement, pour l'inégalité des revenus, pour la relance de la course aux armements, bref, pour la compétition la plus dure, la plus nue, la plus impitoyable aux faibles. Ce « double v » peut se lire aussi : Vae Victis ! (malheur aux vaincus !).

... A vous de jouer, Amis de Tours ou d'ailleurs, pour nous aider à compléter, corriger, modifier, élargir. Voir aussi le texte de Gérard Leduc, les deux étant consultables sur le site des Amis du Diplo. Le présent texte est une édition enrichie par rapport au site du Diplo.

Philippe Arnaud,

Amis du Diplo de Tours

Courriel : pjc.arnaud@wanadoo.fr

Courriel de Gérard Leduc yg.leduc@wanadoo.fr